



Coup de projecteur sur
l'insertion



À la rencontre d'Insertion Genève



De gauche à droite : Alexandra Ribí (Coordinatrice d'Insertion Genève) ; Laurence Pottu (Membre du Comité IGE, Directrice adjointe chez OSEO) ; Élise Oudiné (Membre du Comité IGE, Spécialiste en insertion professionnelle chez Comptabilis) ; Lucile Alexandre (Membre du Comité IGE, Directrice chez IPT) ; Ivan Haro (Membre du Comité IGE, Directeur chez Fondation Pro). Absente sur la photo : Karen Ohnmacht, Membre du Comité IGE et Responsable du Service Insertion chez Démarche

Processus de professionnalisation, impact de la mise en place du salaire minimum dans le canton ou encore rencontre avec les faitières patronales – dans son interview, Insertion Genève, nous retrace son parcours, nous livre ses ambitions pour le futur et s'exprime sur les enjeux régionaux qui la préoccupent.

1) Pourriez-vous nous présenter votre association ?

Insertion Genève est une structure associative gérée par un Comité bénévole de cinq personnes. Dans sa volonté de professionnaliser l'association, Insertion Genève a engagé à 40% au 1er novembre 2022 leur Chargée de mission, Alexandra Ribí, qui coordonne aujourd'hui les actions du Comité.

À ce jour, Insertion Genève rassemble 25 organisations actives dans la formation et l'insertion socioprofessionnelle du canton de Genève. Avec la professionnalisation d'Insertion Genève, nous avons pour objectif de renforcer la représentation des intérêts de nos membres auprès des autorités et d'offrir davantage de prestations.

arbeitsintegrationschweiz.ch | insertionsuisse.ch

T. 031 321 56 39 – Geschäftsstelle | Secrétariat général
Lorrainestrasse 52, Postfach, 3001 Bern

2) Quelques mots sur vos activités et actualités ?

La professionnalisation d'Insertion Genève est notre priorité actuelle. Nous avons commencé par une phase de recensement et d'actualisation des coordonnées de nos membres. Nous avons ensuite défini trois grandes étapes pour la professionnalisation : l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement général d'Insertion Genève, l'augmentation de notre visibilité et enfin, le développement de nos prestations.

Nous avons rencontré proactivement nos membres, afin de mieux les connaître et découvrir leurs activités. Conjointement à cela, nous avons élaboré un sondage numérique, afin de compléter les

les informations de notre base de données sur les membres. Un grand travail de récolte et de capitalisation des données issues des entretiens et du sondage numérique est en train d'être finalisé.

Nous avons également lancé un groupe de travail, afin de mener une réflexion sur les critères d'adhésion et les valeurs d'Insertion Genève. Enfin, nous venons de créer notre page LinkedIn, qui renforcera notre visibilité et la communication avec nos membres.

3) Quels sont les enjeux qui vous préoccupent aujourd'hui ?

La problématique du salaire minimum pour le cas des stages de réinsertion professionnelle a été au cœur de nos préoccupations ces derniers mois. Depuis l'application du salaire minimum en novembre 2020 à Genève, il y a eu un durcissement des directives émanant de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (Ocirt), qui obligeaient les prestataires à rémunérer leurs stagiaires au salaire minimum.

En raison de l'incapacité de certaines structures sociales d'assumer financièrement ces stages, de nombreuses offres ont été supprimées ou étaient en danger, et ce au détriment des bénéficiaires.

« Insertion Genève s'est engagée dans un groupe de travail guidé par le Département de la cohésion sociale, pour la réalisation d'un projet de référentiel de critères d'exception au salaire minimum pour les stages d'insertion socio-professionnelle. »

Courant mois d'octobre 2023, le Conseil d'Etat genevois a décidé d'adapter son règlement. Les stages d'insertion socio-professionnelle pourront désormais être exemptés du salaire minimum selon des critères bien précis.

4) Dans quels domaines les prestations d'insertion devraient être développées selon vous ?

Insertion Genève a des attentes quant à la mise en place d'une stratégie cantonale d'insertion conjointement élaborée par l'Hospice général et l'OAIS. Elle souhaite :

- se positionner comme un acteur transversal, agissant au nom de ses membres, pour démontrer les forces et les ressources du secteur de l'insertion professionnelle à Genève ;
- faire le lien entre les membres de toutes tailles et les institutions (OAIS, HG à ce jour) ;
- contribuer à faire reconnaître le secteur de l'insertion professionnelle comme un secteur professionnel à part entière, à travers une faïtière ;
- remplir des mandats, des missions pour l'OAIS et l'Hospice Général et remplir un rôle éminemment soutenant, qui contribue à valoriser le travail de tous ses membres.

Il est question également de mener des rencontres proactives avec les faïtières patronales, et ce afin d'identifier les besoins et les opportunités en termes de collaboration, de placement et d'amélioration continue.

En effet, il est essentiel pour Insertion Genève de prendre sa place dans un paysage économique nourri, afin de contribuer au débat public et d'avoir un impact sur les décisions qui concernent ses membres.

Toujours dans cette idée de rencontres avec les faïtières du canton de Genève, nous projetons notamment de continuer nos échanges avec le CAPAS (Collectif d'associations pour l'action sociale) afin de garantir des prestations au plus près des besoins de nos membres. Concernées par un public commun, nous souhaitons promouvoir une image solidaire et collaborative entre associations faïtières.